

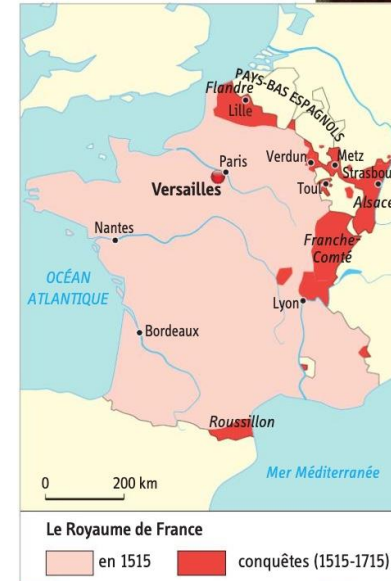
Thème 3 –
L'Etat à
l'époque
moderne :
France et
Angleterre



1661 le roi décide de gouverner seul (détail),
Charles Le Brun, 1681-1684, galerie des Glaces, château de Versailles.

Chapitre 6 - L'affirmation de l'État dans le royaume de France

Comment l'État parvient-il à s'affirmer en France aux XVIe et XVIIe siècles ?



2 L'agrandissement du royaume de France (1515-1715)

3 Louis XIV (roi de 1643 à 1715)

(Peinture de Hyacinthe Rigaud, 2,77 m x 1,94 m, 1701. Musée du Louvre, Paris.)

Louis XIV, représenté avec les objets du sacre, semble esquisser un pas de danse. Le visage du roi est bien celui qu'il avait à l'époque où il a été peint, à l'âge de 63 ans. Sur la base de la colonne, une représentation de Thémis, la déesse de la justice de l'Antiquité.



1 François Ier (roi de 1515 à 1547) entre à Paris avec l'empereur Charles Quint

(Fresque du palais Farnèse à Rome, peinte par Taddeo Zuccaro, vers 1562.)

Cette fresque rappelle l'accueil magnifique réservé par François Ier 1 à l'empereur Charles Quint 2. En 1540, il lui fait visiter Paris et son nouveau château de Fontainebleau. À la vision de ce cortège, on peut imaginer quel pouvait être le faste des déplacements de la Cour.

François Ier, faste et puissance

François Ier a une importante autorité : il augmente les impôts, nomme les évêques et les abbés (concordat de 1516), alors que les nobles appauvris sont incapables de « rien oser contre le roi ».

Il dispose par ailleurs d'une cour fastueuse qui le suit de château en château, avec laquelle il s'adonne à de nombreux plaisirs (chasses, banquets, bals). Il y contrôle la grande noblesse.

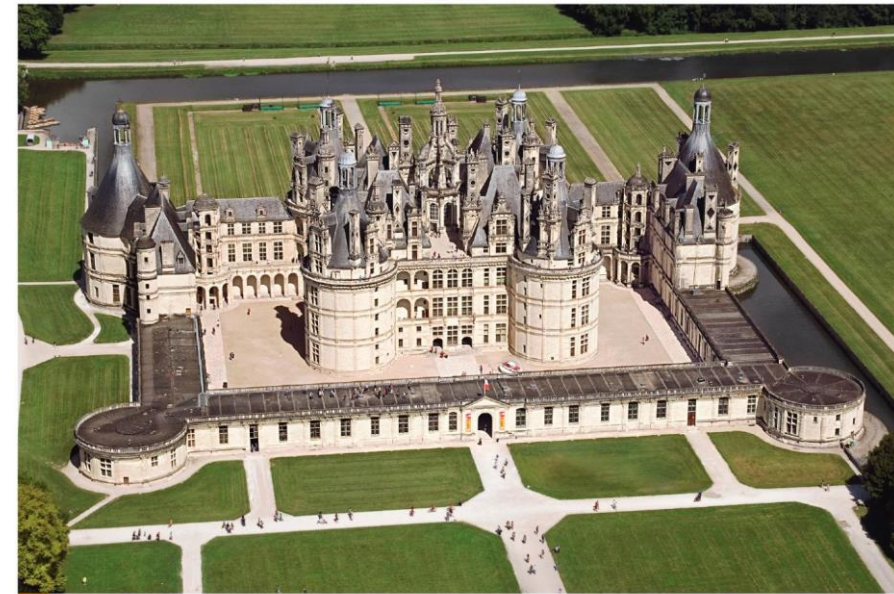
Le roi est apparenté aux dieux romains par les artistes, sans doute à sa demande. Par ailleurs le château de Chambord, où il doit recevoir sa cour et où Charles Quint est reçu en 1539, donne de lui une image de puissance.



1 François I^{er} avec les attributs des dieux de l'Olympe

(Miniature, 1545, BNF.)

Cette miniature montre François I^{er} avec les attributs de Mars, Minerve, Mercure et Diane. Il est donc le dépositaire de toutes leurs vertus, comme l'indique également le poème inclus dans la miniature.



4 Le château de Chambord, construit de 1519 à 1547

Il a été construit par François I^{er} dans la vallée de la Loire, dans un site giboyeux, non loin de Blois où séjourne régulièrement le roi. La fonction première du château était de recevoir le souverain et sa Cour pour de grandes parties de chasse au cerf. Le donjon, flanqué de quatre puissantes tours d'angle sans finalité défensive, constitue à lui seul le château presque entier. Charles Quint y fut reçu avec faste en 1539, mais les séjours de François I^{er} y furent rares et courts.

3 Les dépenses de la Cour

Le roi se déplaçait de château en château avec sa Cour, qui lui coûtait des sommes considérables.

« Il semble toujours empressé de donner, bien que les exigences du temps aient modéré cette passion de largesse. Mais il n'a pu réduire sa façon de vivre et celle de la Cour au-dessous de trois cent mille écus [...]. La vénerie, les chariots, les toiles, les chiens, les oiseaux de proie réclament pour le moins cinquante mille écus ; puis en joyaux, la dépense est aux environs de cinquante mille écus ; en menus plaisirs, tels que banquets, mascarades et autres ébats, cinquante mille ; autant en draps, tapisseries, dons particuliers ; l'entretien de sa maison, des gardes suisse, écossaise et française, est de plus de deux cent mille écus, sans compter les dames, auxquelles on donne en présents près de trois cent mille. Le tout répond annuellement pour la personne du roi, sa maison et celle de ses fils et de ses filles à bien près de quinze cent mille écus. Si vous voyiez la Cour de France, vous ne vous étonneriez pas d'une telle dépense : car elle entretient ordinairement six, huit et jusqu'à douze mille chevaux. »

Relation de Marino Cavalli (ambassadeur vénitien), 1546.

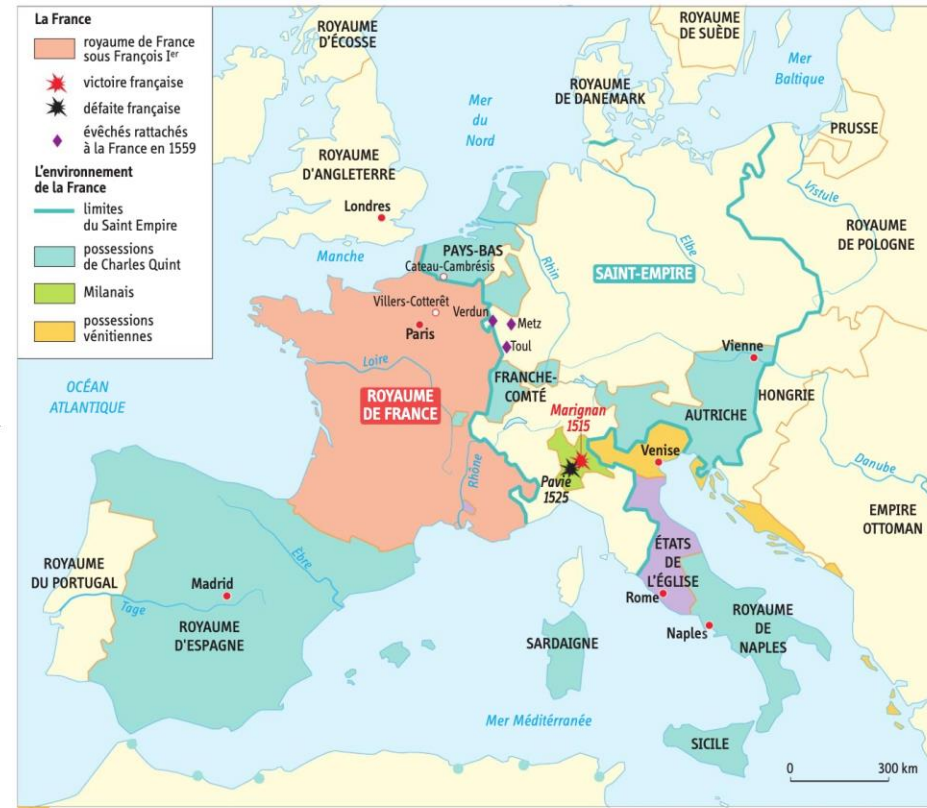
Les ambitions extérieures des rois

François Ier (1515-1547) cherche à étendre son influence en Italie, et remporte la victoire de Marignan, lui permettant de s'emparer du duché de Milan ; mais il est fait prisonnier par Charles Quint à Pavie, et perd le duché. Puis il cherche à empêcher l'encerclement du royaume par Charles Quint (notamment par l'alliance avec le sultan ottoman). François Ier mène aussi une politique coloniale. En son nom, Jacques Cartier cherche une route entre l'Europe et l'Asie en Amérique du Nord et découvre le Canada.

Henri II abandonne les ambitions italiennes de François Ier mais permet au royaume de s'étendre vers le nord-est par l'annexion des évêchés de Verdun, Toul, Metz.

Chronologie

- 1515 (septembre) Victoire française de Marignan. François I^{er} s'empare du duché de Milan.
- 1525 (février) Défaite à Pavie contre Charles Quint et perte du duché de Milan.
- 1536 Alliance franco-turque contre Charles Quint.
- 1547 Henri II succède à François I^{er}.
- 1552 Henri II occupe les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun.
- 1559 Paix de Cateau-Cambrésis : le roi de France renonce à l'Italie et conserve les trois évêchés.



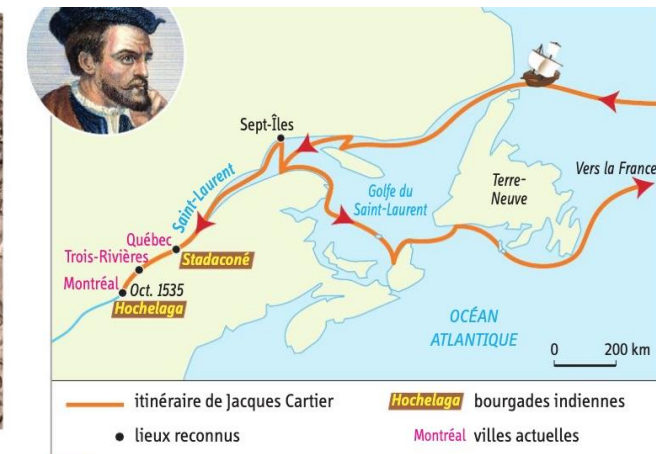
1 La France et l'Europe dans la première moitié du XVI^e siècle



3 Soldats à Marignan

(Bas-relief, XVI^e siècle, Saint-Denis.)

Piquiers, arquebusiers et canons. C'est au cours du XVI^e siècle que les armes à feu prennent de l'importance dans les guerres.



5 Le deuxième voyage de Jacques Cartier (1535-1536)

Lors du premier voyage (1534), Cartier a exploré le golfe du Saint-Laurent. François I^{er} charge Jacques Cartier de trouver un nouveau passage vers l'Asie et en ramener ses richesses.

France déchirée, rois contestés

Lors des guerres de religion, qui débutent en 1562, les protestants s'opposent aux catholiques ultras, hostiles à toute tolérance à leur égard, et qui vont se structurer en 1576 dans une organisation politico-religieuse, la Ligue catholique. Les rois hésitent sur la conduite à suivre : tolérance à l'égard des protestants ou guerre ? En 1572, lors de la Saint Barthélemy, le roi Charles IX donne l'ordre de massacrer les chefs protestants. Puis, Henri III suit un chemin inverse dix-sept ans plus tard en faisant tuer le chef de la Ligue catholique, le duc de Guise.

Cette politique chaotique entraîne un affaiblissement de l'autorité royale. Après la Saint-Barthélemy, des penseurs protestants, comme François Hotman, contestent l'absolutisme royal. De même, après l'assassinat du duc de Guise sur ordre d'Henri III, les ligueurs se détachent du roi et s'apprêtent à le renverser. Il est d'ailleurs assassiné par un moine ligueur en 1589.



1 Les guerres de religion en France (1562-1598)

Chronologie

- 1562 Début des guerres de religion.
- 24 août 1572 Massacre de la Saint Barthélemy : le roi Charles IX ordonne d'assassiner les chefs protestants réunis à Paris.
- Décembre 1588 Le roi Henri III fait assassiner le duc de Guise, chef de la Ligue catholique, l'organisation armée fondée en 1576 pour empêcher tout acte de tolérance à l'égard des protestants.
- 1589 Le roi Henri III est assassiné par un ligueur (Jacques Clément) Le protestant Henri de Navarre hérite du royaume de France sous le nom d'Henri IV.

3 L'assassinat du roi Henri III (août 1589)

(Détail d'une estampe gravée par Frans Hogenberg, Paris, BNF, département des estampes, XVI^e siècle.)

Voulant rétablir son autorité sur le royaume, Henri III fait tuer le chef de la Ligue catholique, le duc de Guise, le 23 décembre 1588. Le 1^{er} août 1589, Jacques Clément, un moine de la Ligue, l'assassine à son tour d'un coup de couteau.



2 Massacre de la Saint-Barthélemy (24 août 1572)

(François Dubois (1529-1584), Le massacre de la Saint-Barthélemy, musée cantonal des Beaux-Arts de Lausanne.)

1 Catherine de Médicis, la mère du roi Charles IX. Le massacre des protestants s'est prolongé plusieurs jours dans la capitale, puis s'est étendu à une vingtaine de villes de province.



Trace écrite

Au XVI^e siècle en France, les rois François Ier et Henri II détiennent un pouvoir immense, considérés comme des souverains de droit divin.

François Ier consolide son autorité en annexant des territoires et en signant des accords avec le pape. Une administration se met en place, avec des ministres et des fonctionnaires organisés hiérarchiquement. Les rois commencent à vendre des offices pour augmenter leurs revenus, mais cela entraîne une certaine résistance de la part des officiers.

Sur le plan extérieur, François Ier cherche à étendre son influence en Italie et dans les colonies, malgré des guerres contre Charles Quint. La France parvient néanmoins à annexer des territoires en Lorraine et à établir des présences coloniales en Amérique du Nord.

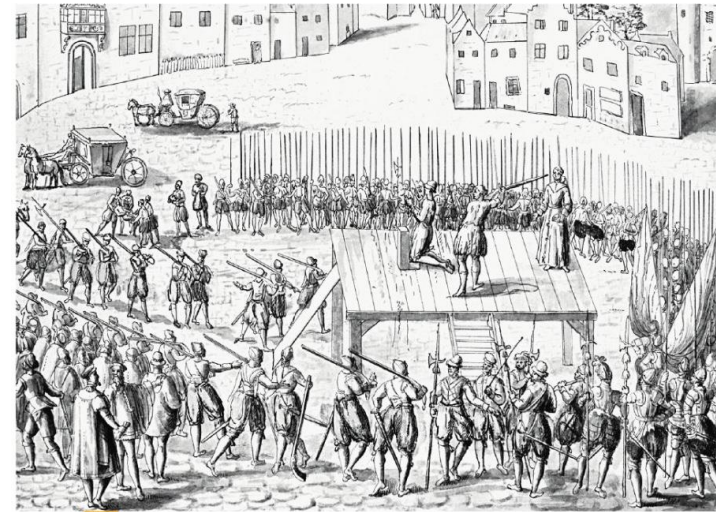
Louis XIII et Richelieu renforcent l'État royal

Louis XIII et Richelieu ont renforcé l'État royal en réduisant les libertés des protestants. Ils s'emparent de la capitale protestante, La Rochelle, puis l'édit d'Alès supprime les places fortes protestantes. Ils répriment aussi la grande noblesse quand celle-ci s'oppose à l'autorité royale. Un proche du roi, le marquis de Cinq-Mars, est impitoyablement décapité quand il apparaît qu'il a comploté contre Richelieu.

Par ailleurs, Richelieu fait entrer la France dans la guerre de Trente Ans, ce qui l'amène aussi à augmenter la puissance de l'État : augmentation des impôts et création de nouveaux postes, augmentation du nombre d'officiers (bien qu'ils soient moins faciles à contrôler), pouvoir renforcé des intendants (les représentants nommés par le roi dans les provinces, qui contrôlent la population mais aussi les officiers).

Chronologie

- 1624 Louis XIII nomme Richelieu « Chef du conseil ».
- 1629 Capitulation de La Rochelle, la capitale protestante ; l'édit d'Alès retire leurs places fortes aux protestants.
- 1635 Entrée de la France dans la guerre de Trente ans (contre les Habsbourg).
- 1642 Mort de Richelieu.
- 1643 Mort de Louis XIII.



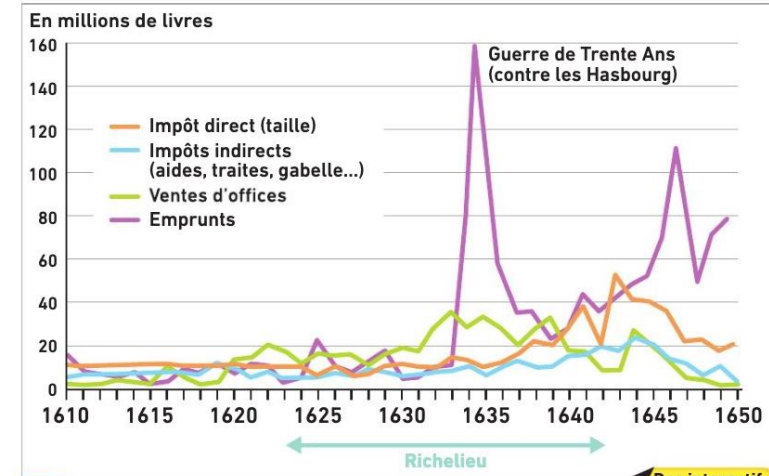
3 L'exécution du marquis de Cinq-Mars et de Thou

(Gravure anonyme.)
Cinq Mars avait été nommé par le roi « Grand écuyer ». Mais humilié par Richelieu, il complotait contre lui. Il est décapité sur la place des Terreaux, à Lyon, avec son ami de Thou le 12 septembre 1642.



1 L'entrée de Louis XIII et de Richelieu dans La Rochelle le 1^{er} novembre 1628

(Huile sur bois, Pierre Courtillon, Musée d'Orbigny-Bernon, XVIII^e siècle.)
Le siège de La Rochelle ordonné par Louis XIII et commandé par le cardinal de Richelieu commence le 10 septembre 1627. Il s'achève par la capitulation de la cité protestante le 28 octobre 1628.



4 La guerre et les recettes de l'État

Doc interactif

La Fronde, un soulèvement contre l'État

Sous la Fronde, le pouvoir est aux mains d'une régente qui confie le gouvernement à Mazarin (il dirige les conseils).

La population se révolte contre les impôts, le parlement veut renforcer son pouvoir aux dépens du roi, et les Grands pensent profiter de la régence pour rétablir leur influence au sommet de l'État et jouer un plus grand rôle dans les conseils.

L'armée royale parvient à vaincre l'armée des princes. En octobre 1652, Louis XIV et Anne d'Autriche rentrent triomphalement dans Paris, suivis six mois plus tard par Mazarin contre qui les Parisiens s'étaient révoltés. Après la Fronde, le peuple est épuisé, la noblesse « incapable de rien », le peuple des villes et Paris « aspire[nt] au repos ». Louis XIV a les mains libres pour installer le régime absolutiste.

Chronologie

- 15 juin 1648 Déclaration des vingt-sept articles du Parlement de Paris.
- 26 août 1648 La régente Anne d'Autriche fait arrêter des parlementaires. Paris se soulève (journée dite des barricades).
- Janvier 1649 La régente, Mazarin et Louis XIV s'enfuient à Saint-Germain.
- 1651-1653 Fronde des princes.
- Octobre 1652 Louis XIV et Anne d'Autriche rentrent triomphalement dans Paris.
- Février 1653 Mazarin rentre à Paris.



1 Jules Mazarin (1602-1661)

(Atelier de Pierre Mignard, 1658-1660, musée Condé, Chantilly.)

Italien d'abord au service du pape, puis à celui de Richelieu, naturalisé Français et nommé cardinal, Mazarin est nommé chef du Conseil (Premier ministre) en 1643. De 1643 à sa mort en 1661, il prend toutes les décisions.

2 La révolte du Parlement de Paris

En juin 1648, le Parlement entreprend de renforcer ce qu'il estime être les abus de l'État.

« Art. 1 Les intendants¹ de justice et toutes autres commissions extraordinaires non vérifiées par les cours souveraines², seront révoqués dès à présent.

Art. 3 Ne seront faites aucune imposition et taxe qu'en vertu d'édits et de déclarations bien et dûment vérifiés par les cours souveraines, auxquelles la connaissance en appartient [...]; et l'exécution de ces édits sera réservée à ces cours.

Art. 6 Aucun des sujets du roi, de quelque qualité et condition qu'il soit, ne pourra être détenu prisonnier passé vingt-quatre heures sans être interrogé suivant les ordonnances et rendu à son juge naturel [...].

Art. 7 Il ne pourra à l'avenir être fait aucune création d'office, tant dans le domaine de la justice que de la finance, que par des édits vérifiés par les cours souveraines. »

Cours du Parlement, Déclaration des vingt-sept articles, juin 1648.

1. Voir définition p. 168.

2. Essentiellement les Parlements et la Chambre des Comptes.



5 L'armée des princes contre l'armée royale (1652)

(Peinture contemporaine de la bataille, anonyme, château de Versailles, XVII^e siècle.)

L'armée des Princes, dirigée par Condé, affronte l'armée royale de Turenne en 1652, devant Paris (à l'arrière-plan, la Bastille). Condé se réfugie ensuite dans la capitale, qu'il quitte le 13 octobre 1652.

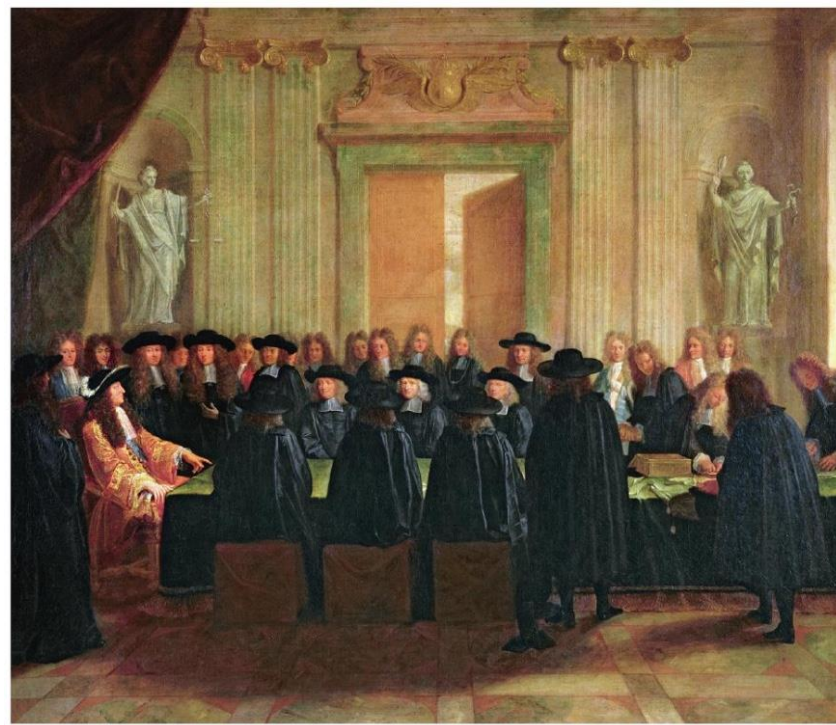
Trace écrite

Louis XIII nomme le cardinal de Richelieu Premier ministre en 1624 pour renforcer l'autorité de l'État face aux Grands et aux protestants. Richelieu réprime La Rochelle et impose l'édit d'Alès, confisquant les places fortes des protestants et détruisant les châteaux des Grands opposés. Il entraîne la France dans la guerre de Trente ans contre les Habsbourg, développe la marine de guerre et commence la colonisation des Antilles. Pour financer ses politiques, il augmente les impôts et envoie des intendants dans les provinces pour mieux contrôler l'administration.

Sous la régence d'Anne d'Autriche, la Fronde (1648-1653) éclate, un soulèvement unissant le Parlement de Paris, les Parisiens et la haute noblesse contre l'État. Malgré des tensions, Mazarin, successeur de Richelieu, triomphe de la Fronde et ramène Louis XIV à Paris en 1652, marquant la fin du soulèvement.

Louis XIV monarque absolu

Louis XIV renforce son contrôle sur le pays en renforçant le pouvoir royal et en nommant des intendants dans les provinces pour mieux contrôler la population ; en établissant la doctrine « une foi, un roi » pour que ses sujets partagent la même religion que lui ; en créant les académies royales qui permettent d'encadrer l'élite intellectuelle, scientifique et artistique du pays.



1 Louis XIV assiste à son Conseil

(Peinture française de 1672, Musée du château de Versailles.)

Il s'agit ici du Conseil des parties, chargé de la justice. Les membres du Conseil sont des juristes.

POINT DE PASSAGE

5 La révocation de l'édit de Nantes

« Le 22 de ce mois, on publia ici un édit du roi¹ par lequel Sa Majesté a révoqué l'édit de Nantes donné en faveur de ceux de la Religion Prétendue Réformée. Sa Majesté défend par cet édit de faire aucun exercice public de cette religion, et ordonne que tous les temples soient démolis. Sa Majesté ordonne à tous les pasteurs de sortir du royaume dans quinze jours et leur défend de faire pendant ce temps aucun prêche sous peine des galères. Sa Majesté interdit toutes les écoles particulières pour les enfants de ceux de la Religion Prétendue Réformée. Ceux qui naîtront seront désormais baptisés par les curés des paroisses et élevés dans la religion catholique. »

Gazette de France (périodique créé en 1631), octobre 1685.

1. L'édit de Fontainebleau.

Questions

- 1 Donnez la date de l'édit de Nantes, celle de l'édit de Fontainebleau.
- 2 Montrez que les deux édits s'opposent en tous points.
- 3 Quelles sont les conséquences possibles de cet édit ?

2 La justification du pouvoir absolu

« Toute puissance, toute autorité résident dans la main du roi et il ne peut y en avoir d'autres dans le royaume que celle qu'il y établit [...]. Tout ce qui se trouve dans l'étendue de nos États, de quelque nature que ce soit, nous appartient au même titre [...]. Celui qui a donné des rois aux hommes [c'est-à-dire Dieu] a voulu qu'on les respectât comme ses lieutenants, se réservant à lui seul le droit d'examiner leur conduite. Sa volonté est que quiconque est né sujet obéisse sans discernement [...]. L'assujettissement qui met le souverain dans la nécessité de prendre la loi de ses peuples est la dernière calamité où puisse tomber un homme de notre rang. Il faut demeurer d'accord que quelque mauvais que puisse être un prince, la révolte de ses sujets est toujours infiniment criminelle. »

Louis XIV, *Mémoires et instructions de Louis XIV pour le Dauphin*, volume 1, 1661, © Paléo, 2010.

Trace écrite

Après la mort de Mazarin en 1661, Louis XIV décide de gouverner seul, sans Premier ministre, affirmant son pouvoir absolu en tant que roi de droit divin. Durant son règne (1661-1715), il prend toutes les décisions concernant le pays, retirant même au Parlement de Paris son droit de remontrance.

Surnommé le "Roi Soleil", il estime ne devoir de comptes à personne. Assisté de conseils spécialisés et de ministres comme Colbert, Louvois et Vauban, il développe une administration de plus en plus structurée. Pour étendre son autorité, il réinstalle les intendants dans les provinces, chargés de contrôler les officiers et d'appliquer les édits royaux.

Versailles, miroir de l'absolutisme

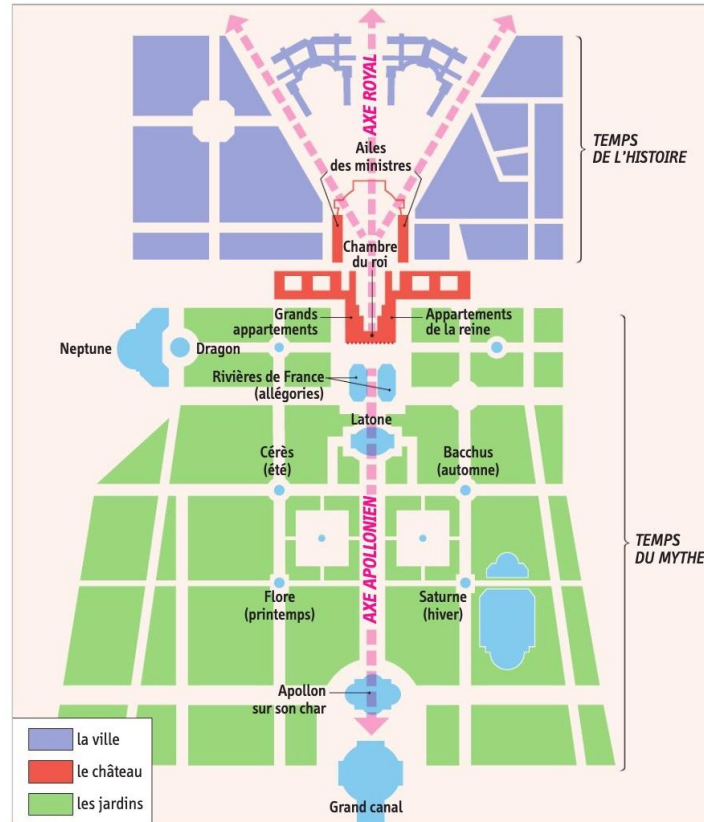
En 1661, Louis XIV décide de transformer le pavillon de chasse de Louis XIII en une somptueuse demeure qui montrerait à tous sa puissance et qui serait à sa gloire. Le roi voulait aussi s'éloigner de Paris dont il craignait la population depuis la Fronde et être à côté de forêts giboyeuses. Les travaux ont duré plus de 44 ans, de 1661 jusqu'à la mort du roi en 1715. Louis XIV s'y installe définitivement en 1682.

Le château de Versailles se veut à l'image du roi par son organisation, son architecture, son jardin.

<https://www.youtube.com/watch?v=9cGohIT3UAc>



1 Le bassin du char d'Apollon
(Jean-Baptiste Tuby, 1671, château de Versailles.)



2 Le « système » Versailles



3 Vue aérienne du château de Versailles
1 Galerie des Glaces. 2 Chambre du roi. 3 Chapelle royale.
4 Aile du midi. 5 Aile du nord. 6 Parterres d'eau. 7 Parterres de fleurs.



4 La galerie des Glaces
Elle a été construite par Mansart et décorée par Le Brun de 1678 à 1686. C'était le lieu des bals et des grandes réceptions.

Trace écrite

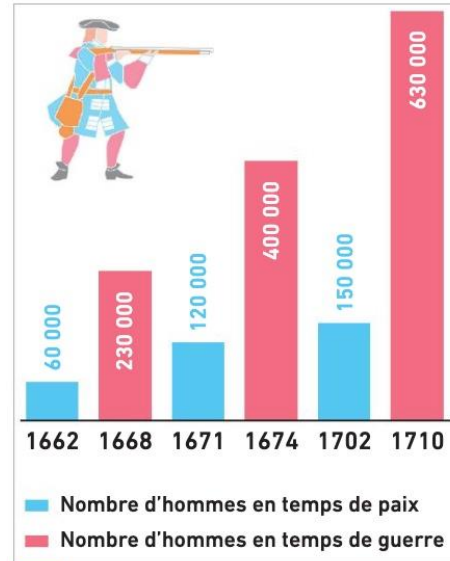
Louis XIV, désireux de promouvoir l'unité religieuse de son royaume, prend des mesures sévères contre les protestants en France. Il supprime leurs écoles, interdit l'achat d'offices et augmente leurs impôts. Sous Louvois, des soldats sont logés chez eux avec le droit de les persécuter, entraînant des conversions forcées appelées dragonnades.

En 1685, Louis XIV révoque l'édit de Nantes, interdisant le culte protestant et entraînant la destruction des temples. Près de 250 000 protestants quittent la France, tandis que certains, comme les Camisards dans les Cévennes, se rebellent contre ces actions oppressives.

La gloire par les armes

Durant son règne,
Louis XIV a :

- Étendu le royaume et fortifié les frontières.
- Créé une armée de plus en plus puissante.



3 Les effectifs de l'armée



5 Le passage du Rhin en 1672

(Peinture de Van der Meulen (1632-1690), Musée du Louvre, Paris.)

Les armées de Louis XIV et de Louis II de Bourbon, prince de Condé, traversent Le Rhin.

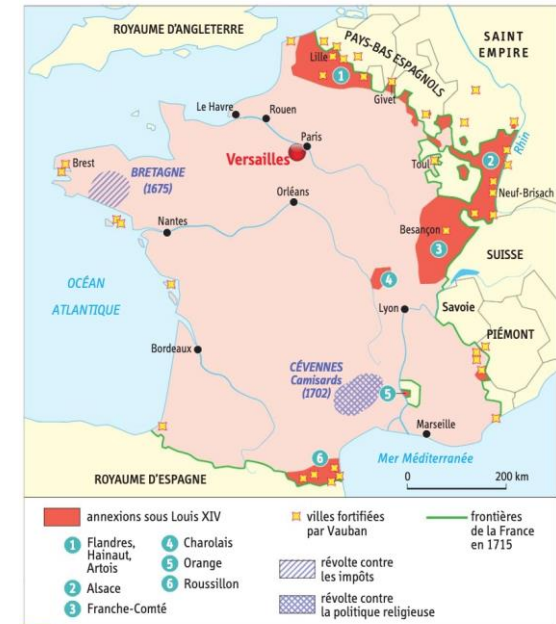
Les guerres ont :

- Permis au roi de renforcer sa gloire.
- Entraîné une augmentation des impôts.



2 Neuf-Brisach (Alsace), une ville fortifiée par Vauban

- 1 Place d'armes.
- 2 Courtine.
- 3 Tour bastionnée.
- 4 Bastions rapprochés.
- 5 Demi-Lunes.



6 Les annexions sous Louis XIV

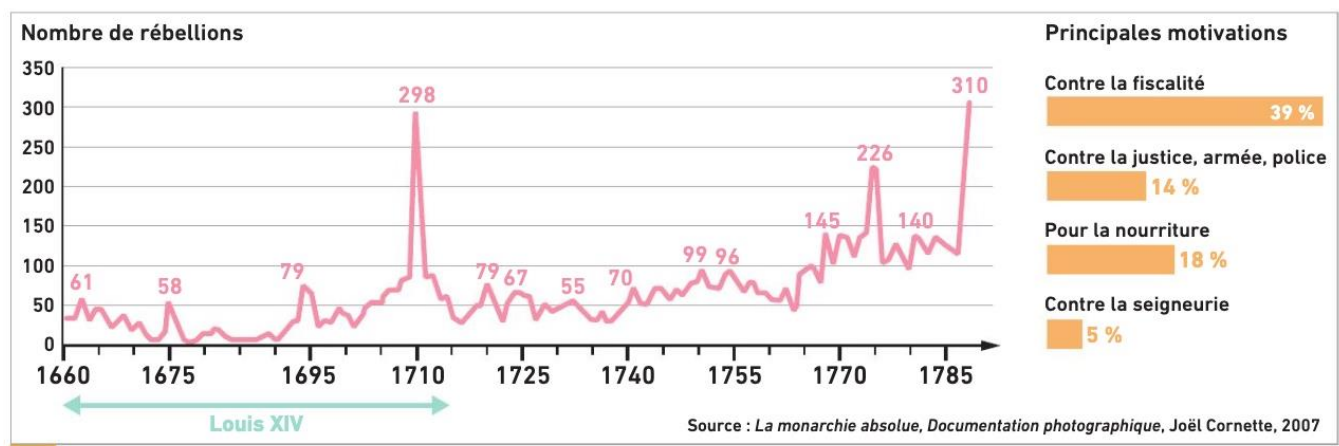
Les limites de l'absolutisme

Liées à la politique religieuse

- Départ des protestants
- Difficultés économiques
- Renforcement des ennemis de la France

Liées à la politique guerrière

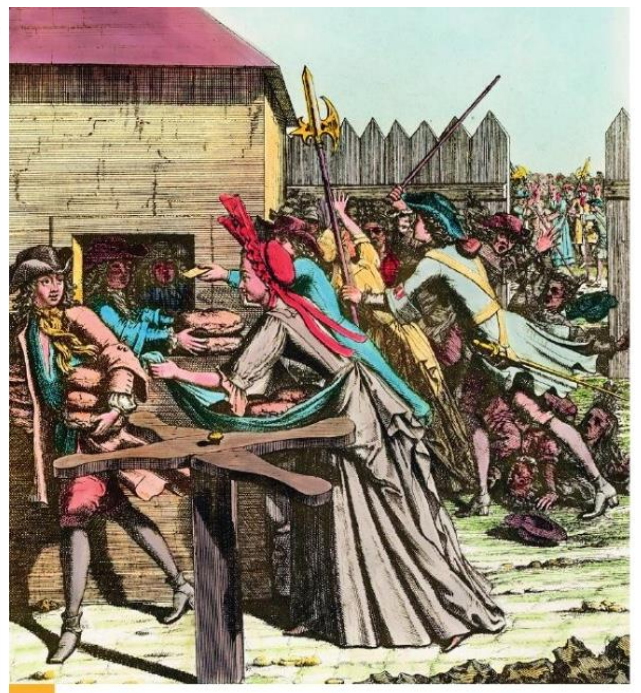
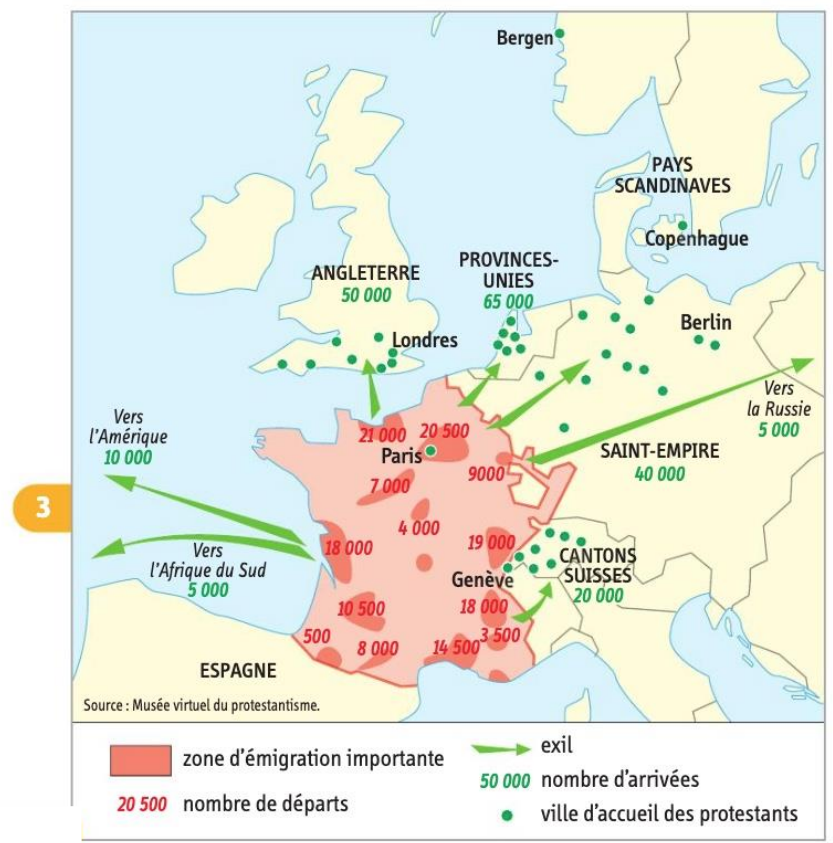
- Misère
- Dépeuplement
- Augmentation des impôts
- Rébellions



6 La France émeutière (1661-1789)

L'exode des protestants après la révocation de l'édit de Nantes

Les protestants doivent abjurer et devenir catholiques. Beaucoup choisissent l'émigration alors qu'elle est interdite, plutôt que de se soumettre. Au total, de 1680 à 1715, 180 000 Français ont quitté leur pays.



5 Distribution du pain du roi au Louvre lors de la grande famine de 1709

(Gravure anonyme, XVIII^e siècle.)
 En 1709, la famine a fait environ 600 000 morts dans le royaume de France. Elle est due à de mauvaises récoltes après un hiver très rigoureux, mais aussi à la montée des impôts.



1 Une caricature protestante (Amsterdam, 1691)

La procession monacale, conduite par Louis XIV pour la conversion des protestants de son royaume.

Trace écrite

Après la révocation de l'édit de Nantes, des protestants exilés, notamment à Amsterdam, diffusent des pamphlets dépeignant le roi comme un tyran, critiquant sa politique absolutiste. Des voix s'élèvent également contre les guerres du roi, accusées de ruiner la France et son peuple, comme en témoigne la Lettre anonyme à Louis XIV de Fénelon en 1694, reflétant ainsi la colère populaire.

Parallèlement, les révoltes populaires, déjà fréquentes au XVIIe siècle, s'intensifient à partir de 1690, atteignant un pic en 1709 durant le "Grand hiver". Ces révoltes sont principalement motivées par les pénuries alimentaires, les malversations des officiers et surtout l'augmentation des impôts, notamment sur le sel et le tabac.

Chapitre 7 - Le modèle britannique et son influence

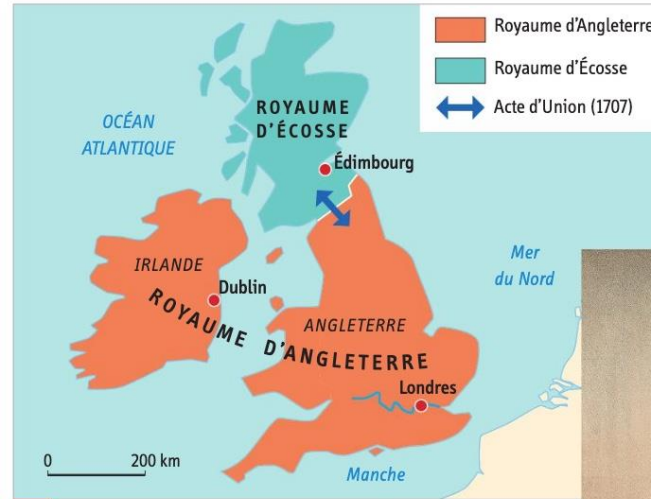
Comment s'est construit le modèle britannique (XVIIe-début XVIIIe siècle) et quelle a été son influence ?



1 La chambre des Communes (début du XVIII^e siècle)

(Huile sur toile, Peter Tillemans, 1710, Parlement de Westminster, Londres).

En Angleterre, un Parlement partage le pouvoir avec le roi. Il est composé de la chambre des Lords et d'une chambre des Communes, élue par la petite noblesse rurale et les bourgeois. Le Parlement siège à Londres, dans le palais de Westminster.

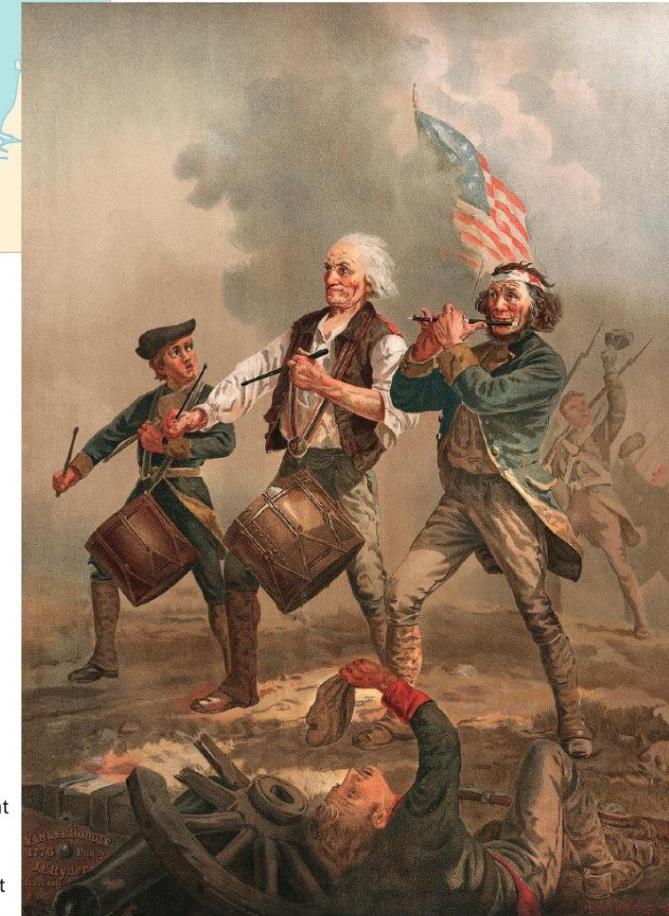


2 Le Royaume d'Angleterre au début du XVIII^e siècle

3 La révolution américaine

(L'esprit de 1776, chromolithographie, Asaph Willard, 1876, collection privée.)

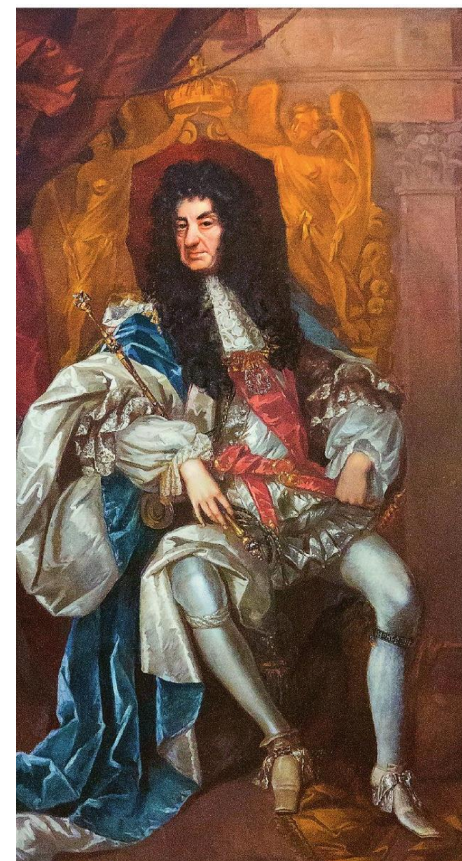
Le 4 juillet 1776, les treize colonies britanniques d'Amérique du Nord déclarent leur indépendance. La guerre qui s'ensuit oppose les patriotes américains à l'armée britannique. En 1783, l'Angleterre reconnaît l'indépendance des États-Unis d'Amérique.



Le Parlement face au roi (1660-1685)

Le roi Charles II Stuart a été rétabli sur le trône par le Parlement après une période sans roi qu'on peut appeler républicaine et qui était en fait dirigée d'une main de fer par le puritain Cromwell. Mais on le soupçonne d'apprécier Louis XIV, le régime absolutiste, et de vouloir rétablir le catholicisme, alors que le pays est très majoritairement protestant.

Le Parlement réagit en s'opposant au roi. Il vote le bill du test qui interdit à tout officier (fonctionnaire) d'être catholique. Pour se protéger des arrestations arbitraires du roi, il vote la loi d'Habeas corpus. Désormais, le roi ou ses officiers ne peuvent arrêter une personne que si elle viole une loi existante. Le roi n'est plus libre d'emprisonner qui il souhaite.



1 **Portrait de Charles II (1660-1685)**
(Thomas Hawker, vers 1680, National Portrait Gallery, Londres).
Charles II Stuart est rappelé sur le trône en 1660 après le rétablissement de la monarchie par le Parlement.

6 L'Habeas corpus (1679)

Le Parlement anglais adopte la loi de l'Habeas corpus qui empêche les emprisonnements arbitraires.

« Sur présentation d'une ordonnance d'Habeas corpus, les officiers du roi devront, dans les trois jours, présenter le prisonnier devant le Lord chancelier ou devant les juges [...] afin que les vraies causes de sa détention ou de son emprisonnement lui soient communiquées. Après quoi, dans les deux jours qui suivront la présentation de l'intéressé devant eux, le Lord chancelier [...] ou les juges délivreront le prisonnier après avoir pris son engagement assorti d'une caution [...]. Cette caution servira de garantie pour assurer que le prisonnier se rendra devant ses juges lorsque le tribunal siègera. Cependant, pour certains crimes, la loi empêche de bénéficier d'une liberté sous caution [...].

Tout prisonnier peut demander une ordonnance d'Habeas corpus et toute personne pourra demander un Habeas corpus en faveur d'un prisonnier. »

- 1** Présentez le texte.
- 2** Qui peut demander une ordonnance d'Habeas corpus ?
- 3** À quelle condition peut-on désormais emprisonner une personne ? La détention provisoire (en attente d'un jugement) est-elle possible ? Justifiez.
- 4** Qu'est-ce qui explique le vote de cette loi (doc. 1 à 3) ?

3 La tentation de l'absolutisme

Gilbert Burnet dresse le portrait de Charles II.

« Il ne se regarderait pas comme roi, disait-il, tant que des individus réunis en Assemblée s'occuperaient de ses affaires et éplucheraient ses comptes et les actes de ses ministres [...]. Lorsqu'il parlait sans contrainte, il ne pouvait s'empêcher de se prononcer contre la liberté que se donnait tout le monde d'examiner les matières de religion, car de l'examen des matières religieuses, on passe à celles des matières politiques [...]. Ses observations sur le gouvernement de France l'avaient amené à ce sentiment qu'un roi dont la puissance était limitée et dont les ministres étaient responsables devant un Parlement n'était roi que de nom. »

Gilbert Burnet, historien et théologien écossais (1643-1715), *Histoire de mon temps* (publié en 1724 par son fils).

Vers une monarchie parlementaire

Le Parlement réuni tous les ans, élu tous les trois ans, dispose d'un pouvoir croissant. Le roi choisit ses ministres dans la majorité aux Communes. Le Parlement décide des grands changements institutionnels et les impose au roi : union de l'Angleterre et de l'Écosse, succession protestante (anglicane) au trône. La liberté de la presse permet d'éclairer les électeurs et la nation. Ainsi le régime politique se rapproche de plus en plus d'une monarchie parlementaire, régime dans lequel le Parlement détient le pouvoir législatif et contrôle le pouvoir exécutif.

3 L'évolution du régime politique (1689-1714)

- Bill of rights (1689)
- Liberté de culte donnée aux puritains (Acte de tolérance, 1689)
- Élection des Communes tous les trois ans (Acte de triennialité, 1694)
- Réunion annuelle du Parlement (vote annuel des impôts)
- Ministres choisis dans la majorité des Communes
- Liberté de la presse (1695)



1 L'Acte d'Union entre l'Angleterre et l'Écosse

(Gravure, 1809.)

Le duc de Queensbury présente l'Acte d'Union de 1707 à la reine Anne.

Lors de cet Acte d'Union, voulu par le parti whig, les deux royaumes d'Angleterre et d'Écosse sont réunis l'un à l'autre, avec un seul roi, mais aussi un seul Parlement, où entrent 45 députés écossais.



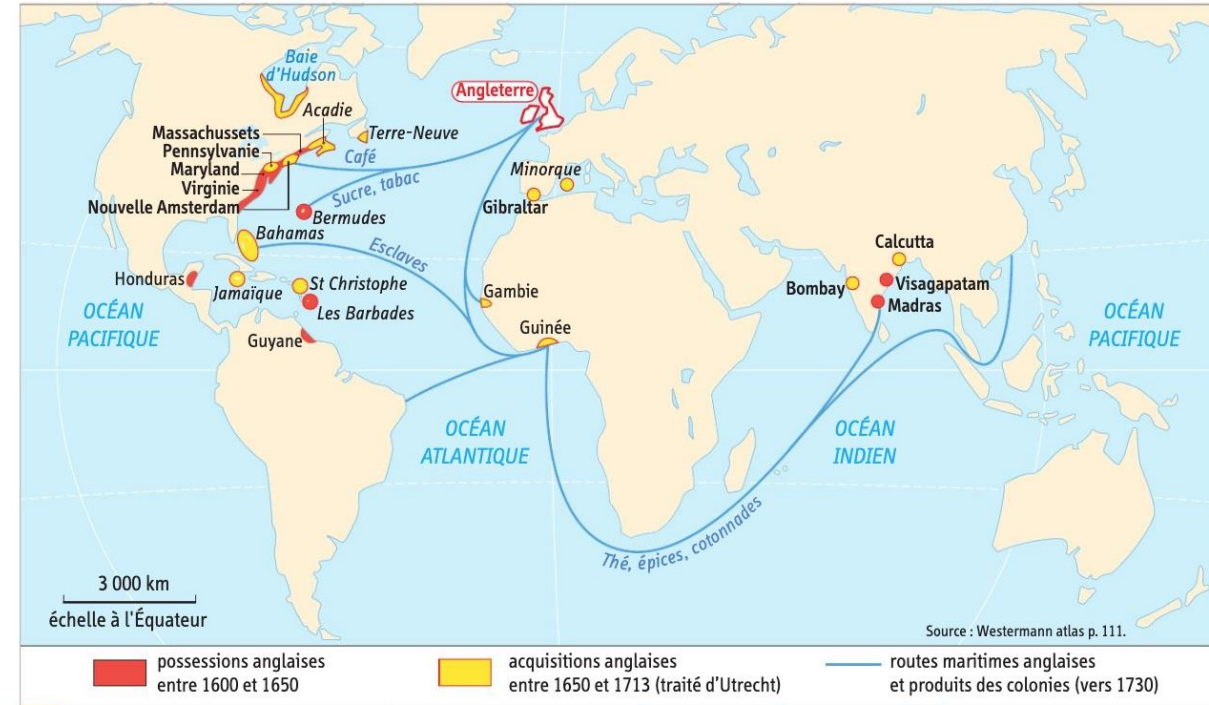
4 La Chambre des Communes au XVIII^e siècle

(Tableau de Karl Anton Hickel, National portrait Gallery, Londres.)

- 1 Au centre, le speaker dirige les débats.
- 2 Le gouvernement et les députés qui le soutiennent.
- 3 Les députés de l'opposition.
- 4 Le ministre s'adresse aux députés de l'opposition.
- 5 Textes de la Common law (les textes du droit).
- 6 La galerie pour le public.

L'essor colonial et commercial

L'expansion coloniale anglaise s'étend aux Antilles, à l'Amérique du Nord, à l'Inde, et établit des comptoirs en Afrique entre 1650 et 1713. L'Angleterre sécurise des positions stratégiques, dont Gibraltar et Minorque, et monopolise la traite des noirs, ouvrant le commerce dans l'empire espagnol. Son commerce extérieur et son excédent commercial croissent, propulsant Londres en centre financier et commercial majeur, grâce à ses importations et exportations majoritairement gérées depuis le port de Londres. L'émergence de cafés à Londres symbolise la prospérité d'une bourgeoisie enrichie par le commerce, l'industrie, et la finance, où le café, produit de luxe, favorise la sociabilité et l'opinion publique.



1 L'expansion coloniale et les routes du commerce (1600-1750)



2 La bourse de Londres dans la City (vers 1750)

(Gravure de Thomas Bowles.)

La City est le quartier d'affaires avec la Bourse, la banque d'Angleterre (fondée en 1694), les compagnies d'assurance maritime (la Lloyd's) et les sièges des sociétés de commerce.

Les treize colonies britanniques d'Amérique du Nord

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la côte Est de l'Amérique du Nord est partagée en treize colonies britanniques, qui accueillent de plus en plus de colons. Après la guerre de Sept Ans (1756-1763), le Parlement britannique décide de lever des taxes dans les colonies. La domination britannique est de moins en moins supportée par les colons d'Amérique.

Les colons américains sont mécontents pour plusieurs raisons :

- la couronne britannique leur inflige toute une série de taxes qu'ils n'ont pas décidées
- la couronne britannique leur interdit de coloniser les territoires de l'Ouest pris aux Français après la guerre de Sept Ans
- les protestations des colons britanniques n'ont aucun effet sur la métropole.



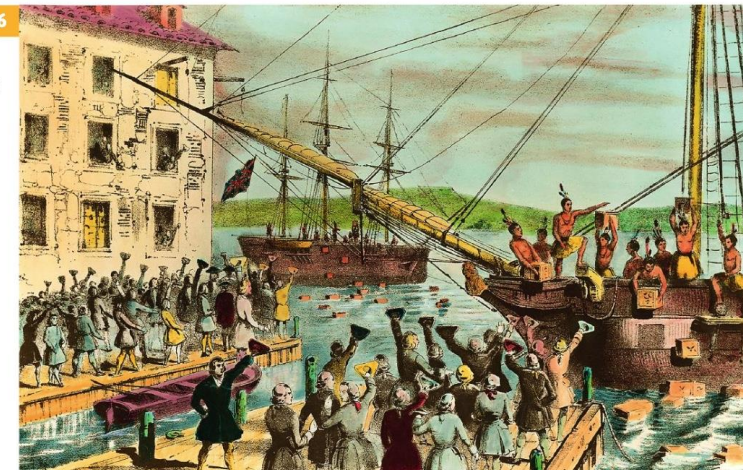
1 Les treize colonies d'Amérique du Nord en 1775

5 Les taxes¹ imposées aux colons américains

Votes du Parlement britannique	Conséquences pour les colonies américaines	Réactions des colons américains
Sugar Act (1764)	Taxes douanières sur le sucre et d'autres produits importés (vin, café, piments, tissus...).	• Importations clandestines.
Stamp Act (1765)	Timbre fiscal imposé sur toute publication (permis, contrats, journaux, livres...).	• Violences contre les collecteurs de taxes. • Pamphlets contre le Stamp Act. • Délégation américaine envoyée à Londres.
Townshend Acts (1767)	Taxes douanières sur l'importation de papier, de verre, de peinture, de thé.	• Boycott des marchandises britanniques.
Tea Act (1773)	La Compagnie anglaise des Indes orientales obtient le monopole de la vente du thé dans les colonies.	• Boycott du thé de la compagnie. • Boston Tea Party. • Première pétition des colonies au Roi.

1. Les taxes imposées sont d'autant plus mal supportées par les colons qu'elles sont levées sans leur consentement.

6 Boston Tea Party (16 décembre 1773)
(Gravure de N. Currier, 1846, Yale University Art Gallery, New Haven)
Les colons américains de la Nouvelle-Angleterre, déguisés en Indiens, détruisent la cargaison de thé importée par la Compagnie anglaise des Indes orientales.



L'indépendance des États-Unis

En juin 1776, des membres des treize colonies nord-américaines réunis à Philadelphie rédigent la **Déclaration d'indépendance**, exigeant la reconnaissance des colonies comme États libres, sans la tutelle britannique. Ils revendiquent **liberté, égalité, et bonheur**, critiquant la **tyrannie britannique pour ses troupes imposées, les restrictions commerciales, et les taxes sans consentement**. La guerre d'indépendance débute en 1776, menant à la victoire de Yorktown en 1781 et au traité de paix de 1783, consacrant l'indépendance des États-Unis.



des Etats-Unis
hatier-clic.fr/23h2607

1 Les délégués des treize colonies déclarent l'indépendance des États-Unis

(Huile sur toile de John Trumbull, 1776, Yale University Art Gallery, New Heaven.)

En juin 1776, les délégués des treize colonies se réunissent en Congrès à Philadelphie pour rédiger et voter une déclaration d'indépendance. Le 4 juillet 1776, les cinq membres chargés de la rédaction présentent le document au président du Congrès, avant qu'il soit voté.

1 Thomas Jefferson. 2 Benjamin Franklin. 3 John Adams. 4 John Hancock.

VOCABULAIRE

Les Patriotes (ou Insurgés) : les colons américains en lutte pour l'indépendance des colonies.



3 La victoire de Yorktown (19 octobre 1781)

(Huile sur toile de John Trumbull, 1797, Yale University Art Gallery, New Haven.)

Assiégés à Yorktown pendant trois semaines, les Anglais vaincus défilent entre les troupes françaises du général Rochambeau 1 et celles des Patriotes américains commandées par le général Washington 2.

4 Les grandes étapes de la guerre d'indépendance (1776-1783)

Dates	La guerre d'indépendance (Patriotes contre l'armée britannique)
1776	Début de la guerre. Fréquentes victoires britanniques.
1777-1780	<ul style="list-style-type: none">Des volontaires européens rejoignent les Patriotes (La Fayette...).Première victoire américaine à Saratoga (oct. 1777).Traité de commerce et d'alliance entre la France et les États-Unis (1778).Louis XVI envoie une flotte et 6 000 soldats en Amérique, commandés par Rochambeau (1780).
19 oct. 1781	Victoire franco-américaine à Yorktown (Virginie).
3 sept. 1783	Traité de Paris (Angleterre-États-Unis).

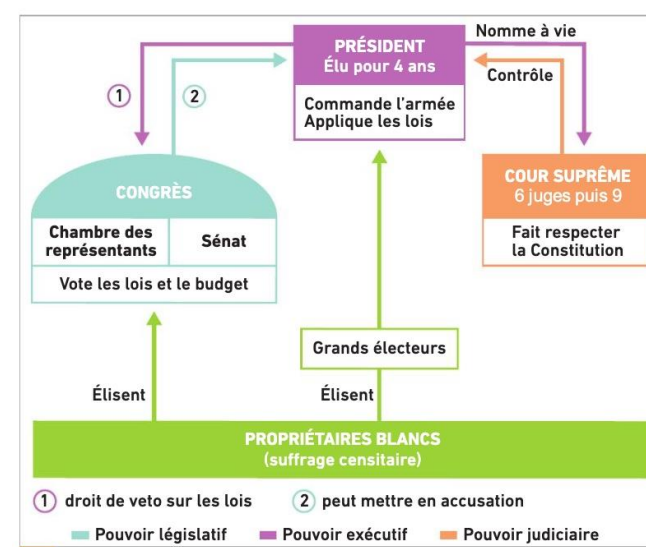


La Constitution de 1787 fonde une république fédérale

La nouvelle république est fédérale : le pouvoir fédéral, installé dans la capitale, est constitué par un Congrès qui a des pouvoirs coercitifs, le président qui a des pouvoirs importants, et une Cour suprême qui veille au respect de la Constitution par les autres pouvoirs et par les États de l'Union.

Le régime nord-américain est représentatif puisque le Congrès comme le président sont élus au suffrage masculin censitaire plus ou moins direct.

Les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont détenus par des institutions bien distinctes : le Congrès vote la loi et le budget, le président assure l'exécution des lois, la Cour suprême veille au respect de la Constitution.



4 La Constitution des États-Unis d'Amérique (1787)

5 Extraits de la Constitution

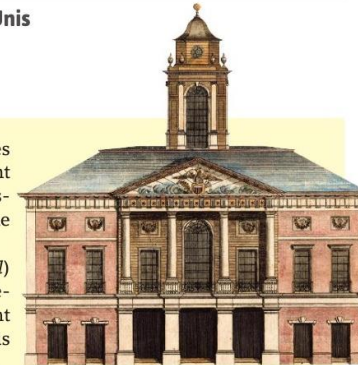
« Article 1 Section 1 Tous les pouvoirs législatifs [...] seront attribués à un Congrès des États-Unis composé d'un Sénat et d'une Chambre des représentants.

Section 7 Tout projet de loi (bill) adopté par la Chambre des représentants et le Sénat devra avant d'acquiescer force de loi être soumis au président des États-Unis¹ [...].

Article 2 Section 1 Le pouvoir exécutif sera confié à un président des États-Unis. La durée de son mandat comme de celle du vice-président sera de quatre ans [...]. En cas de destitution, de mort ou de démission du président, ou en cas d'incapacité à remplir ses fonctions, celles-ci passeront au vice-président.

Section 2 Le président sera commandant en chef des armées [...]. Il aura le pouvoir, sur l'avis et avec le consentement du Sénat, de conclure des traités, sous réserve de l'approbation des deux tiers des sénateurs présents [...].

Section 3 Le président informera de temps en temps le Congrès sur l'état de l'Union, appellera son attention sur les mesures qu'il estimera nécessaires et convenables.



Section 4 Le président, le vice-président et tous les fonctionnaires des États-Unis pourront être destitués de leurs fonctions sur mise en accusation, suivie d'une condamnation pour trahison, corruption ou autres crimes ou délits majeurs.

Article 3 Section 1 Le pouvoir judiciaire des États-Unis sera conféré à une Cour suprême.

Article 4 Section 4 Les États-Unis garantiront à chaque État de cette Union une forme républicaine de gouvernement et protégeront chacun d'eux contre l'invasion [...]. »

Extraits de la Constitution des États-Unis d'Amérique, signée le 17 septembre 1787.

1. Droit de veto suspensif du Président.

6 Les premiers amendements (décembre 1791)

Les dix premiers amendements constituent la Déclaration des droits (Bill of rights).

1^{er} amendement : garantit la liberté d'expression, de religion, de presse, de réunion et de pétition.

2^e amendement : autorise le port d'armes. [...]

4^e amendement : protège les citoyens contre les perquisitions arbitraires. [...]

6^e amendement : dans toute poursuite criminelle, garantit le droit à un procès équitable, public et rapide par un jury dans l'État où le crime a été commis. [...]

8^e amendement : interdit les amendes ou cautions excessives ainsi que les peines cruelles et inhabituelles. [...]

10^e amendement : les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution sont réservés aux États ou au peuple.

Les amendements à la Constitution sont adoptés à la majorité des deux tiers par la Chambre des représentants et le Sénat. Ils doivent être acceptés par les 3/4 des États américains.

VOCABULAIRE

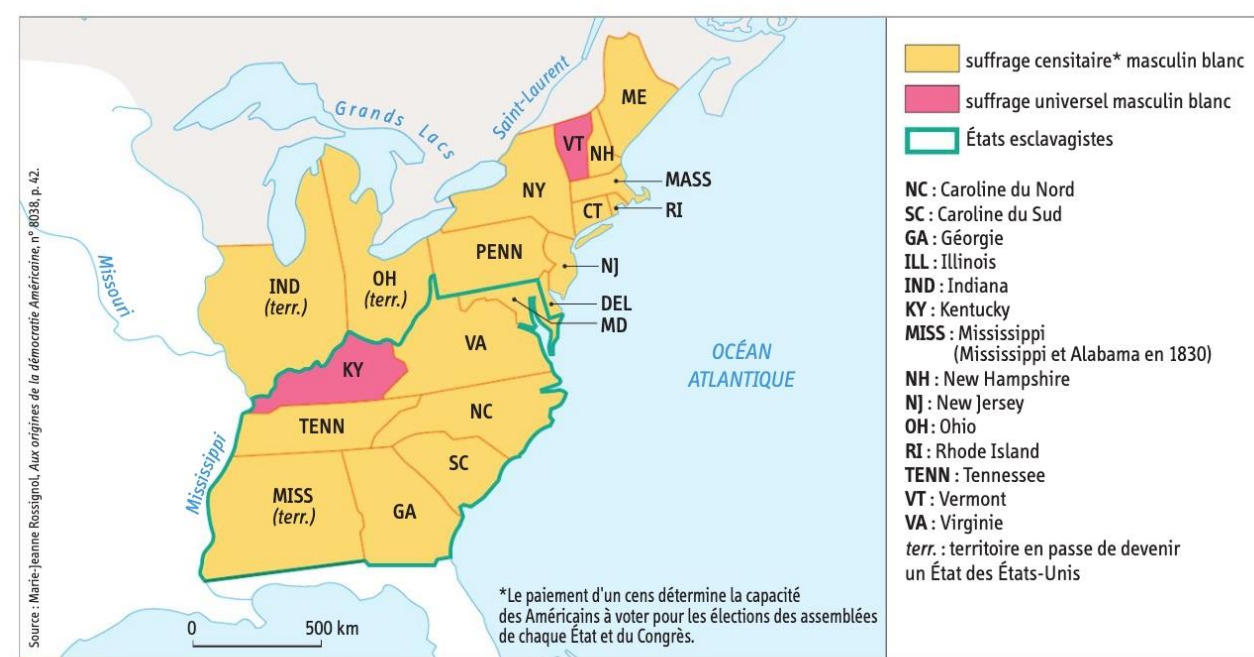
Un amendement : une modification de la Constitution, votée par le Congrès.

Une Constitution : un texte qui définit et organise les pouvoirs au sein d'un régime politique.

Une république fédérale : une république dans laquelle le gouvernement fédéral ou central laisse de larges pouvoirs aux régions (ou États) qui la composent.

Une République imparfaite

Catégories d'exclu-e-s dans la république nord-américaine	Formes de l'exclusion
Américains blancs pauvres (ni propriétaires, ni contributeurs)	Ni droit de vote ni éligibilité (sauf dans 2 États).
Américaines (blanches, riches ou pauvres)	Ni droit de vote ni éligibilité. Infériorité juridique (autorité du mari).
Esclaves afro-américains (hommes ou femmes)	Ni droit de vote ni éligibilité. Absence totale de liberté.
Indien-ne-s	Ni droit de vote ni éligibilité. Perdent leur droit de propriété sur les terres dont ils sont déplacés.



1 République censitaire et esclavage en 1800

4 Le « chemin des larmes » des Cherokee, (1838-1839)
(Huile sur toile, Robert Ottokar Lindneux, 1942, The Granger collection.)
Les Cherokee, de Géorgie sont déportés de force vers l'Ouest durant le terrible hiver 1838. Quatre mille d'entre eux meurent au long du parcours.



Les répercussions de la révolution américaine en France

La révolution américaine a des répercussions de plusieurs ordres en France.

- D'abord sur les esprits :
 - sympathie pour les ambassadeurs (Franklin) et la cause des Insurgés américains : **refus de l'oppression de la métropole britannique envers ses colonies, enthousiasme pour les idées contenues dans la Déclaration d'indépendance (1776), volonté de revanche sur l'Angleterre qui a chassé la France d'Amérique du Nord après la guerre de Sept Ans**
 - la victoire finale des Américains rend encore plus populaires leurs idées.
- De lourdes conséquences sur le budget du royaume de France :
 - **la dette du royaume a considérablement augmenté, de la veille de la guerre d'indépendance jusqu'en 1788** : cette augmentation est liée aux frais d'envoi et d'entretien de troupes d'infanterie et de marine pour porter secours aux Insurgés de George Washington
 - **le remboursement de la dette absorbe presque la moitié des dépenses du royaume : le budget français est gravement déséquilibré.**



Vidéo +
Benjamin Franklin à Versailles
hatier-clic.fr/23h2609

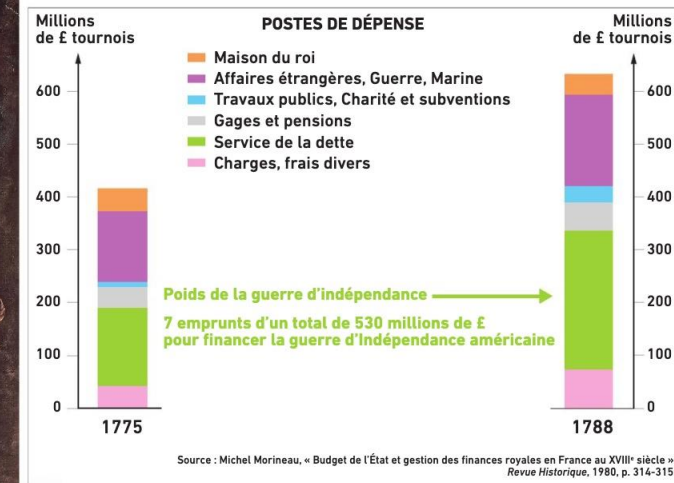
3 Benjamin Franklin reçu à la Cour de Versailles (1776)

(Illustration du XIX^e siècle, collection privée.)

En 1776, Benjamin Franklin est venu demander un soutien de la France contre les Anglais. Il remporte un grand succès à la Cour. À droite, Louis XVI et Marie-Antoinette assis.



5 La Fayette « héros des deux mondes »
(Huile sur toile, école française, XVIII^e siècle, Musée Carnavalet, Paris.)
Originaire d'une famille noble d'Auvergne, il se rend deux fois en Amérique durant la guerre d'Indépendance (1777 et 1780) pour soutenir l'effort de guerre des Patriotes américains. Il noue d'étroites relations avec G. Washington, qui l'invite aux États-Unis en 1784.



6 Guerre d'Amérique et dépenses de l'État français (en millions de £ tournois)